

<http://ugtg.org/spip.php?article390>



Contestation, confrontation & transformation sociale.

- Expressions - Contributions -



Date de mise en ligne samedi 26 février 2005

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

LA LIGNE DE MASSE

Qu'entendons-nous par ligne de masse ? Avons-nous toujours intérêt à la pratiquer ? L'UGTG doit-elle réaffirmer lors de ce 11ème congrès son attachement à la ligne de masse ?

Lorsque nous demandons à un ancien la signification du logo de notre organisation, il nous répond de façon imagée :

1. Les cinq doigts mis ensemble constituent le symbole de l'unité.
2. Ce qu'un doigt seul ne peut faire, rassemblé avec les quatre autres, ils constituent notre poing, une arme qui permet de se défendre et de frapper fort.

La ligne de masse :

C'est cette force que nous confère l'unité symbolisée par le poing de notre logo.

C'est de dire non à l'individualisme.

C'est de dire non à ces travailleurs qui de façon isolée vont voir le patron, le cadre afin de régler "leurs" problèmes.

Cette attitude précède bien souvent la compromission.

C'est de dire non au dirigeant syndical qui tout seul va négocier avec le cadre ou le patron, valise à la main, et revient de la négociation, panse et valise pleines.

L'UGTG, depuis son congrès constitutif, en 1973, condamne cette pratique et affirme son attachement à la ligne de masse.

La ligne de masse, c'est le faire avec par opposition au faire pour.

Elle suppose une démarche précisée dans "Style et méthodes de travail de l'UGTG", édité lors du 2ème congrès, en 1975.

Cette démarche préconise l'enquête afin de bien connaître les travailleurs composant la section syndicale, et les problèmes qu'ils rencontrent. Cette 1ère phase permet d'évaluer "Sa chak moun pé poté", et l'aspiration du groupe.

La 2ème phase consiste à structurer, à organiser la section sur la base de la collégialité et à former des responsables afin de faire face aux cadres ou aux patrons le moment venu.

La ligne de masse suppose des négociations en délégation et une mise au point avec la base avant toute conclusion ou signature d'accord.

Bien pratiquée, elle valorise chaque travailleur et pas seulement le dirigeant.

Une assemblée générale doit succéder toute action ou mouvement afin d'évaluer ce qui a été fait et ce qu'il reste à faire, ce qui a été positif et ce qui a été négatif.

Comme nous le constatons, la ligne de masse est une pratique qui ne peut que fortifier un syndicalisme où les travailleurs sont acteurs et non spectateurs de la vie du syndicat.

C'est une des clés de la pérennité, de la vivacité du syndicat UGTG, aussi, nous militants syndicalistes, présents à ce 11ème congrès, réaffirmons notre attachement à la ligne de masse qui est une nécessité pour les dures années de combat à venir.

Y a-t-il encore des classes sociales ?

Grande question. Aujourd'hui, nous entendons souvent : les classes sociales n'existent plus, c'est du passé, c'est la modernité. Et pourtant, les disparités, la misère, l'exclusion sont plus que jamais présents dans le quotidien de l'ensemble des travailleurs de Guadeloupe.

D'après les écrits de Marx et Engels, le capitalisme se caractérise par la propriété privée des moyens de production. Ainsi, une minorité d'exploiteurs détenteurs des moyens de production, exploite la force de travail du plus grand nombre (la classe ouvrière). Cette dernière, quant à elle, n'est propriétaire que de sa propre force de travail.

La classe capitaliste cherche à abaisser sans cesse le coût du travail alors que la classe des travailleurs lutte constamment pour préserver ses acquis contre cette politique de destruction. Ce rapport social d'exploitation est donc le socle sur lequel repose le capitalisme.

Le capitalisme ne peut exister sans exploitation de la classe ouvrière. Sans classe ouvrière pas de capitalisme alors que la classe ouvrière ne dépend nullement de la classe capitaliste puisque son objectif demeure l'abolition de l'antagonisme des classes ouvrant la voie à une société sans classes et sans Etat ; vers la socialisation des moyens de production.

En 1906, le Congrès constitutif de la CGT France ratifiait la charte d'Amiens [\[1\]](#) qui reprenait les termes suivants :

" Le congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classes, qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en oeuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière.

Dans l'oeuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc... Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'oeuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation générale. "

En quoi sommes-nous dans une situation différente aujourd'hui ?

Et bien Non, camarades, ayen pa chanjé car notre combat s'inscrit résolument dans un mouvement général de la classe ouvrière dont l'objectif historique est l'abolition du salariat et du patronat, c'est-à-dire, l'éradication du rapport d'exploitation capitaliste fondé sur l'obligation faite à la classe ouvrière de vendre sa force de travail comme une marchandise.

La lutte de classe - Mondialisation : Où en sommes-nous aujourd'hui

A entendre ces idéologues, la lutte de classes n'existe plus. Ce sont des clivages dépassés. Dorénavant le concept de mondialisation se substituerait au capitalisme et à l'exploitation.

Cette mondialisation, comme tombée du ciel, serait simplement un nouveau stade du développement de l'économie mondiale sans classes, sans lutte de classes.

Au nom de la dite mondialisation, le patronat et les politiques démantèlent toutes les réglementations, tous les acquis sociaux, tous les services publics, toutes les conventions collectives obéissant ainsi aux directives du libéralisme.

Privatisation des services publics, remise en cause des conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), destruction du droit syndical, délocalisation d'entreprises, destruction des lois sociales, création de zone de libre échange sans droits, marchandisation de la santé, de l'éducation sont les règles de la mondialisation. Et il faudrait tout accepter parce que c'est la vie ; certains appellent cela la modernisation.

En fin de compte, pour être moderne, il faut se laisser dépouiller et courber l'échine.

Les lois sociales, les conventions collectives, les réglementations du travail, les conquêtes sociales, la protection sociale collective que les travailleurs, nos parents, nos ancêtres ont obtenu de hautes luttes, sont considérées comme des obstacles, des rigidités contraires aux exigences du marché. La loi c'est le marché.

Contrairement à ce que l'on veut nous faire croire, Il ne s'agit pas de concurrence entre entreprises car en Guadeloupe ou au Japon ou en Chine, les entreprises ont des moyens techniques et technologiques quasiment similaires. Il s'agit en fait de compétition entre les systèmes de protection sociale des pays entre eux et singulièrement entre les pays les plus pauvres. C'est une compétition entre les coûts sociaux. C'est ce que les économistes appellent l'avantage comparatif des bas coûts de production.

Le MEDEF et les élus ne comparent-ils pas le coût du travail en Guadeloupe à celui des autres pays de la Caraïbe ?

Ne remettent-ils pas en cause le droit de revendiquer et de se battre pour ses revendications ?

Sous couvert de modernisation, ne remettent-ils pas en cause le code du travail ?

Ne remettent-ils pas en cause nos avantages sociaux conquis de hautes luttes sous prétexte qu'ils sont inexistantes ailleurs et qu'ils mettent en cause la compétitivité des entreprises Guadeloupéennes ?

Nous sommes donc plus que jamais dans un processus de lutte de classes féroce. La mondialisation n'est autre que l'expression, au plus haut niveau, de l'affrontement entre classes sociales aux intérêts contradictoires.

Le mouvement syndical mondial

Surtout, n'allons pas croire, que nous sommes seuls au monde à subir les attaques farouches du grand capital mondial et de ses institutions. Il est clair que depuis quelques années, une grande partie du mouvement syndical international, sous la houlette du mouvement altermondialiste, participe aux côtés des représentants du capital international, de gouvernements, à des initiatives de " promotion du dialogue social " et à des forums sociaux.

L'une des premières conséquences est l'affaiblissement du mouvement ouvrier, le mouvement syndical en particulier.

La région Caraïbe n'échappe pas à la pression du grand capital. Ainsi, un projet pilote pour la Caraïbe, financé par l'Union Européenne, a vu le jour en 1977 faisant suite à une rencontre aux Canaries qui a réuni des représentants de différents pays et Organisations (Organisations syndicales et patronales de Martinique et des pays et territoires d'outre-mer, Anguilla, Antilles Néerlandaises, Barbade, Haïti, Grenade, Sainte-Lucie, Surinam, Trinidad et Tobago, Belize, Guyana et Jamaïque).

Ont également initié ce projet : la Confédération des Employeurs Caribéens, le Congrès des Travailleurs Caribéens, le Conseil Economique et Social de la Région Martinique et l'Union des Etats ultrapériphériques de l'Europe communautaire.

Depuis, s'est constitué, en Martinique, une association de promotion du dialogue social à laquelle participe la plupart des organisations syndicales (sauf l'UGTM) et visant à réglementer l'exercice du droit syndical, à réformer le droit de grève et à transformer les syndicats en alliés du patronat.

La politique du capitalisme dans le cadre de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce oeuvre de l' AGCS Accord Général sur le Commerce des Services) n'est qu'un des vecteurs privilégiés de la marchandisation généralisée des sociétés.

L'alliance Etat -Médéf, avec les 44 propositions présentées par le patronat pour " moderniser " une loi selon lui inadaptée aux évolutions du monde dit moderne, complément du rapport Virville (Commission Virville chargée de la simplification du code du travail) n'est qu'une déclaration de guerre aux travailleurs.

Les différentes réformes pondues par le gouvernement nous conduisent à l'insécurité sociale et légitiment les patrons voyous. Le passage du contingent d'heures supplémentaires de 180 à 220 heures, n'est qu'un prétexte pour obliger les travailleurs à travailler plus pour toucher moins. Aujourd'hui c'est au tour des 35 heures d'être la cible de nos fossoyeurs.

La délocalisation, la présence des forces de l'ordre sur les piquets de grève, la répression, le chantage sont les moyens de pression exercés pour démobiliser les salariés et les asservir. La répression antisyndicale se légalise dans tous les Etats.

Nous sommes victimes de l'appauvrissement de la classe ouvrière et de la précarisation de l'emploi.

Parallèlement nous assistons à la création d'un monde de consommation détenant un pouvoir d'achat réduit, couplé à un fort endettement lui contraignant une soumission envers le pouvoir dominant.

Nous sommes condamnés à faire obstacle aux démantèlements de nos acquis, de la déréglementation du code du travail, de cette société discriminatoire sous l'égide d'une poignée d'hommes parmi tant d'Hommes.

Et des hommes acceptent de se soumettre à ces diktats en disant " an nou pran sa toujou, pisimé anyon ki tou ni ".

Syndicalisme de contestation - Syndicalisme d'accompagnement

L'ensemble de ces " évolutions " conduit à se poser la question de la mission du syndicalisme dans une telle situation.

A l'évidence, la lutte idéologique est intense. Pressé par l'ampleur du chômage, de l'exclusion, de la misère et de la précarité, les organisations Syndicales sont confrontées à un enjeu essentiel :

Ou ils participent en qualité de coresponsables, co-gestionnaires, partenaires " à faire avaler la pilule " de la mondialisation, de la compétitivité et par conséquent de la nécessaire déréglementation, de la flexibilité, de la destruction de la protection sociale collective ;

Ou ils choisissent le camp de la confrontation pour préserver les dispositifs légaux et conventionnels conquis de hautes luttes par les travailleurs garantissant aux larges masses des conditions de travail et un niveau de rémunération essentiel à l'équilibre de l'Homme.

Doit-on accepter la mondialisation comme un phénomène inéluctable et se plier aux règles du marché ou plutôt défendre pieds à pieds les intérêts des travailleurs et des Peuples ou encore prétendre humaniser le capitalisme au travers notamment des forums sociaux ? Telles sont les grandes questions auxquelles nous devons répondre.

Accompagnement - capitulation - compromission

Un syndicalisme réformiste dit syndicalisme d'accompagnement prône résolument la soumission aux diktats du grand capital mondial. Dès lors, il ne s'agit plus, pour ces soit-disants défenseurs des travailleurs, de défendre les intérêts de la classe ouvrière mais d'accompagner les travailleurs dans l'application des directives des multinationales et de leurs institutions (Banque Mondiale, FMI, OMC...). Les exemples de prise de position anti-UGTG de certains leaders syndicaux sont là pour le démontrer.

Rappelons-nous simplement de toutes les tentatives orchestrées par des syndicats corrompus pour casser la mobilisation des travailleurs et mettre à mal l'unité des travailleurs.

Pire encore, rappelons-nous la prise de position de ces véreux exigeant la condamnation et le licenciement des travailleurs militants grévistes.

Le syndicat d'accompagnement est donc un outil au service du patronat ; c'est une taupe du patronat. Ainsi, la CFDT en France a justifié la destruction des acquis sociaux des travailleurs de Moulinex par le chantage et la sauvegarde de l'emploi en signant des augmentations de la durée du travail sans contre-partie salariale. C'est aussi la mission de la Confédération Européenne des syndicats qui englobent la quasi-totalité des syndicats Français qui est en fait une véritable institution au service de l'Union Européenne. Il s'agit pour la CES d'intégrer les syndicats au processus de création de la constitution Européenne.

Ne plus se battre pour la défense des droits et garanties des larges masses, c'est renoncer à l'indépendance des syndicats, c'est défendre les intérêts des capitalistes.

Ceux qui ont choisi la voie de la capitulation et de la compromission prétendent que seule la paix sociale et le pacte travail-capital-Etat serait en mesure d'alléger les régressions sociales imposées par le grand capital.

Ils vont donc jusqu'à dénoncer, aux côtés de l'Etat et des Patrons, les travailleurs qui se battent pour le respect des dispositions légales fixées par le statut de la fonction publique territoriale et le code du travail.

Mais, comment prétendre défendre des travailleurs et ne pas s'opposer aux licenciements économiques décidés par

des patrons chasseurs de primes après qu'ils aient englouti des subventions de la Région, des allègements fiscaux et sociaux ?

Comment donc prétendre défendre les travailleurs et assister « avec complaisance » aux licenciements dont ils sont victimes ?

Comment donc prétendre défendre les travailleurs et « soutenir » activement ou passivement la répression sauvage dont ils sont victimes dans l'exercice de leur droit syndical ?

Ainsi, voit-on depuis quelques mois surgir des ateliers et autres réunions sur le renouveau du dialogue social à l'initiative du patronat et de l'Etat. Leur but : intégrer les syndicats dans le processus d'éradication des conquêtes sociales au nom de la mondialisation de l'économie.

Les Organisations Syndicales qui luttent ne s'y trompent pas comme en témoigne la déclaration commune de la CGTG et de l'UGTG à propos du dialogue social le 16.02.04 :

Extrait : « *Ce colloque est financé par l'Union Européenne et le Ministère de l'Outre-mer. Il a comme unique objectif, le bâillonnement des travailleurs et de leurs organisations syndicales. Ainsi, ils veulent (l'Etat et les patrons) faire appliquer sans contestation, leurs réformes de refonte à la baisse des conventions collectives, des avancées sociales conquises de hautes luttes... ils veulent faire disparaître le code du travail, le droit de grève. Ils veulent abattre toutes les libertés fondamentales au nom de la mondialisation et de la paix sociale.*

(...) Nous déclarons que le MEDEF n'a aucune volonté de dialoguer, son seul objectif à travers ce colloque est de museler les syndicats pour que les patrons, en toute liberté et sans aucune opposition, reviennent sur les avantages salariaux et les droits sociaux des travailleurs. »

Les Forums sociaux

Grande mode, les forums sociaux se multiplient aux quatre coins du monde et chez nous aussi, puisqu'un forum caribéen est en préparation à la Martinique.

Espace de discussion, de débat et d'élaboration de propositions par les acteurs sociaux (ONG, syndicats, etc...), c'est la façon dont on nous présente la chose.

En fait, c'est un lieu de contestation sympathique basé sur la citoyenneté et non sur la lutte des classes. Les participants critiquent les multinationales mais ne remettent nullement en cause le capitalisme et ne sont pas appelés à prendre position sur quoique ce soit.

En réalité, la mondialisation fait des ravages, les licenciements se multiplient, la précarité et le chômage ne cessent d'augmenter. Face à cette situation, les travailleurs et leurs organisations résistent en s'organisant de manière indépendante afin de défendre leurs droits par tous les moyens. Toutes ces velléités de résistance et de lutte inquiètent les gouvernements et le grand capital mondial.

Aussi, le forum social mondial et autres forums sociaux ont vu le jour justement pour tenter de domestiquer ce mécontentement et ainsi mieux le contenir. Chose curieuse, ces forums sont largement soutenus par des partis politiques qu'ils soient de gauche ou de droite et font l'objet de large propagande par les médias.

Plus curieux encore, ces rencontres sont directement financées par l'Union Européenne, les gouvernements et le grand capital international.

Pour exemple, le forum social européen de Saint-Denis était financé à 87% par la Mairie de Saint-Denis, l'Union Européenne, la Mairie de Paris, le Conseil Général de Seine Saint-Denis.

La nouvelle tendance du capitalisme international est donc de reconnaître les mouvements contestataires citoyens afin de maintenir la paix sociale généralisée. Et ne soyons pas surpris de retrouver à la tête de ces initiatives, les mêmes qui luttent aux côtés du patronat contre les travailleurs.

Ainsi, selon eux, la mondialisation serait inéquitable, les multinationales irresponsables : il faut donc encadrer la dynamique du capitalisme pour la mettre au service de la société, développer un capitalisme au service de tous.

Tout un programme quand on sait que le capitalisme est par nature basé sur un processus inégalitaire.

Dès lors, il s'agit pour ces idéologues de nous faire croire qu'humaniser le capitalisme est désormais possible et pourquoi pas faire une mondialisation à visage humain. Tout cela n'est autre qu'une gestion sociale du rapport d'exploitation capitaliste et colonialiste ne remettant en cause à aucun moment le système lui-même.

En Guadeloupe, comme dans tous les pays du monde, résister et s'organiser pour assurer la défense d'un syndicalisme indépendant, refusant toute intégration, toute compromission et continuant à agir sur le terrain de la défense des intérêts de classe est incontournable pour combattre la barbarie capitaliste colonialiste et ouvrir la voie à une société nouvelle, plus juste.

Contestation - confrontation - transformation sociale

D'un point de vue capitaliste, la transformation sociale est synonyme de renforcement de l'exploitation et de l'inégalité. Plus de chômage, plus de misère, plus de déréglementation, c'est la destruction des systèmes de protection sociale, la remise en cause de l'Etat Nation et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Pour les Travailleurs et leurs Organisations, singulièrement l'UGTG, la transformation sociale, c'est l'éradication des rapports de domination capitaliste et colonialiste an péyi an nou.

Cela passe donc par la défense intransigeante des acquis de la classe ouvrière et le combat pour l'autodétermination du Peuple Guadeloupéen, le refus de l'ordre établi, la contestation de la légalité coloniale, l'opposition ferme aux prétentions du capital de régenter la société.

Transformation sociale ne peut être, en aucun cas, cogestion des intérêts capitalistes et colonialistes.

L'UGTG, depuis toujours, a décidé d'informer, de former, d'organiser les travailleurs pour qu'ils s'opposent à toute logique fataliste, considèrent nous téké ni malédisyon et imposent une autre idée du développement, une autre idée de nous-mêmes, non dicté par les grandes places boursières et les directives de Bruxelles et de Paris.

L'offensive du mouvement social doit dénoncer le mépris dont nous sommes victimes et révéler la vraie réalité de notre société.

En effet, il est indéniable que : "...de tous les déshérités du monde moderne, la majorité d'entre nous ait été les seuls

discriminés à cause de la couleur de notre peau. Au-delà de l'exploitation capitaliste, il y a une particularité propre à l'ancienne plantation caribéenne, américaine, c'est bien la discrimination du fait de la couleur. Précisément, cette discrimination se reproduit malgré vous, de génération en génération, car elle est confondue avec le mouvement naturel des choses.

Malgré l'éducation, cette tare indélébile s'impose inexorablement aux classes sociales par delà leurs contributions historiques fondamentales.

C'est le voile le plus pernicieux de la conscience du monde actuel.

...Seule la connaissance historique nous ouvrira les voies de l'espérance. ...Il nous appartient en conséquence d'affirmer notre identité. " (Larél a Nonm).

Oui, Camarades, la société Guadeloupéenne est organisée sur la base d'intérêts de classe doublés d'une stratification ethno-économique. Au sommet de la pyramide, les européens et le blanc péyi et en bas de l'échelle, les Guadeloupéens d'origine Africaine et Indienne.

Telle est la réalité.

Et la situation empire puisque nous, Guadeloupéens, sommes victimes de discrimination à l'embauche sur toutes les catégories de poste au péyi au nou. Pour ceux qui en doutent, faites un tour à Jarry. Le nier et faire croire que seule la capitulation des forces sociales dans un processus de paix sociale relève de l'irresponsabilité, de la lâcheté, de la collaboration de classe.

Aussi, Cela suppose donc que nous proposons au peuple et imposons à l'occupant et à ses valets locaux un dispositif de développement économique et social assurant à tous, jeunes, chômeurs, travailleurs, retraités, le droit de participer à la construction et à la conduite de notre destin.

Nous ne pouvons exister que par la création de nouvelles formes de résistances, de nouvelles hypothèses théoriques et pratiques qui soient à la hauteur du défi actuel.

Nous devons rompre notre isolement et notre individualisme, refuser de nous soumettre à la discipline de l'économisme, d'être des spectateurs face à la précarisation de nos propres vies.

Nous ne sommes pas les seules victimes du système capitaliste, d'où la nécessité de créer des liens de solidarité internationaux pour faire front contre ceux qui veulent nous avilir. Ils détiennent l'état et la justice tandis que nous, il nous reste notre solidarité.

L'unité syndicale, l'unité politique, l'unité des travailleurs, l'engagement des hommes et des femmes debout est l'un des moyens que nous détenons pour faire reculer ces dominateurs et imposer notre volonté d'exister avec dignité.

Nous devons vaincre la campagne de déstabilisation menée à l'encontre des travailleurs par la confrontation de nos idées, par l'union de nos forces, et avancer ensemble pour contrer l'opresseur.

**UGTG - XI Congrès
Février 2005**

[1] Votée le 13 octobre 1906 lors du congrès de la CGT, La Charte assigne au syndicalisme un double objectif et une exigence : la défense des revendications immédiates et quotidiennes, et la lutte pour une transformation d'ensemble de la société en toute indépendance des partis politiques et de l'État.